



Communiqué de presse

L'enseignement essentiellement méprisé !

TOUS les personnels de l'enseignement ont fait jusqu'à présent beaucoup d'efforts. D'autant plus durant ces deux dernières années en pleine crise COVID où **chacun a fait preuve d'une adaptabilité exemplaire face aux difficultés du terrain** (hybridation, port du masque, coût d'achat de celui-ci, difficulté d'aération des locaux, quarantaine, abondance des circulaires sur la gestion du COVID à appliquer de manière immédiate, absences des élèves, relations parfois difficiles avec les parents, désinfection des locaux, matériel inadapté, télétravail aléatoire...). **Malgré cela, ils n'ont obtenu aucune véritable reconnaissance, ni aucune mesure digne de lutter efficacement contre la pénurie.**

Après plus de neuf mois de gestation, les négociations sectorielles sont sur le point d'accoucher d'une coquille vide. Nous n'avons obtenu aucune proposition concrète en réponse au cahier de revendications remis en avril dernier. Les maigres propositions envisagées concernent principalement des points d'accords passés et non réalisés à ce jour. **Et par-dessus le marché, la volonté du gouvernement est d'étendre la période des négociations sectorielles de deux à quatre ans. Il s'agit ni plus ni moins d'une rupture dans le cycle des négociations bisannuelles et d'une violation de la législation.** Il est à noter que l'essentiel de l'enveloppe proposée devrait être consacré à l'augmentation de la partie fixe de la prime de fin d'année. Ces 32 millions ne constituent donc pas un cadeau mais un rattrapage par rapport à des mesures d'économie antérieures. Les personnels ouvriers, administratifs ou de l'accueil temps libre, pourtant essentiels eux-aussi, attendent depuis longtemps une valorisation barémique et des contrats pérennes.

À cela s'ajoute **une surcharge administrative toujours plus grande, une taille des classes trop importante les empêchant de soutenir comme il se doit les élèves en difficulté, une gestion de la crise qui épuise les personnels** des établissements, des internats, des CPMS et des PSE. Ces derniers exercent dans des conditions de travail dégradées. La crise a jeté une lumière crue sur **le délabrement des bâtiments scolaires** et sur **le manque criant de matériel numérique.**

Le Pacte pour un enseignement d'Excellence qui se voulait une réponse systémique à tous les maux est aujourd'hui mis en œuvre de manière totalement déséquilibrée. Il fait la part belle aux revendications des fédérations de PO. **Les personnels, eux, attendent toujours des avancées substantielles pour améliorer leurs conditions de travail et revaloriser leur métier. Si l'on veut répondre aux grandes ambitions du Pacte, il faut s'en donner les moyens et considérer ceux-ci comme des investissements.**

Dans l'indifférence générale, les personnels des établissements d'enseignement ont été mis en situation dangereuse pendant la pandémie de façon à laisser tourner le monde économique. **À l'indifférence vient s'ajouter le mépris de ceux qui pointent « l'absentéisme » des enseignants et leurs « privilèges » (DPPR, salaire, etc.).**

Si l'enseignement est véritablement essentiel, il va falloir le prouver ! Ce sont des réponses que les personnels viendront exiger le 10 février devant le siège du gouvernement de la FWB.

Joseph THONON
CGSP-Enseignement

Adrien ROSMAN
SETCa-SEL

Grégory WALLEZ
CGSP- AMIO

Roland LAHAYE
CSC-Enseignement

Pierre BOULANGER
CSC Services Publics

Gaëtan STAS
CSC Alimentation et Services

Didier LEBBE
CNE

Marc MANSIS
APPEL

Masanka TSHIMANGA
SLFP-Enseignement